Conférence environnementale 2013 : les engagements de 2012 à la traîne

vendredi 20 septembre 2013, par CLAVEL Geoffroy (Date de rédaction antérieure : 20 septembre 2013).

ENVIRONNEMENT - « *Je pèse mes mots : ce discours du Président de la République est historique et infiniment émouvant à entendre pour une écologiste.* » Voilà ce que tweetait Cécile Duflot il y a un an après le discours d'ouverture de François Hollande lors de la première conférence environnementale du quinquennat.

A l'époque, le chef de l'Etat avait su séduire un parterre d'associations, pourtant échaudées par les promesses déçues du Grenelle de l'Environnement. Douze mois plus tard, les écologistes menacent de quitter le gouvernement et les ONG font triste mine. Nicolas Hulot, bombardé ambassadeur de François Hollande à l'ONU, dresse un sombre constat : *« Ce qui manque le plus pour l'instant, c'est une vision »* et *« une cohérence entre les différents acteurs »*, déplore l'ancien animateur. Le même qui saluait en septembre 2012 un *« moment fort »* dans l'histoire de l'écologie française.

Que s'est-il passé ? Pas grand chose, justement.

RÉNOVATION THERMIQUE : une « priorité » qui tarde à devenir réalité
En 2012, François Hollande en avait fait sa *« grande priorité »*, puis présenté en mars 2013 ce vaste chantier censé doper l'emploi non délocalisable dans le BTP et favoriser les économies d'énergie chez les ménages modestes. A l'époque, le président s'était engagé à rénover 500.000 logements d'ici 2017 pour un gain d'énergie de 38%.

Problème, les aides promises (dont la prime sans condition de ressource à la rénovation) n'ont toujours pas vu le jour. Et le guichet unique à la rénovation, censé guider les ménages dans leurs démarches, ne sera là qu'en 2014. D'où l'impatience grandissante des ONG. Effet rattrapage, Jean-Marc Ayrault a lancé le plan rénovation ce jeudi. Et en gage de bonne volonté, François Hollande a annoncé dimanche dernier un crédit d'impôt sur la rénovation thermique qu'il devrait détailler ce vendredi.

GAZ DE SCHISTE : une épine dans le pied gauche

En 2012, François Hollande avait été très applaudi en marquant son opposition à toute exploration hydraulique des gaz non conventionnels en France. Promesse réaffirmée le 14 juillet dernier : *« Tant que je suis président, il n'y aura pas d'exploration de gaz de schiste »* en France. Un engagement qui n'a pas découragé les lobbyistes en tout genre qui, sur fond de crise économique et énergétique, pressent le gouvernement de rouvrir le débat.

Arnaud Montebourg, le remuant ministre du Redressement productif, a plusieurs fois mis les pieds dans le plat, en promouvant une exploitation « écologique » des gaz de schiste français. Des déclarations recadrées par Matignon mais qui ont ulcéré les écologistes et inquiètent encore les associatifs, alors qu'une réforme du code minier est toujours en cours.

FISCALITE ECOLOGIQUE : peut mieux faire

En 2012, François Hollande et Jean-Marc Ayrault avaient fait un premier pas en la matière en

annonçant une hausse de la taxe sur les activités polluantes. Depuis, silence radio avant que l'exécutif ne se décide à frapper un grand coup en annonçant la mise en place d'un taxe carbone (contribution climat énergie), voulue puis abandonnée par Nicolas Sarkozy. Objectif : transférer la fiscalité qui pèse sur les entreprises sur la base de leurs émissions polluantes.

Une annonce applaudie par les défenseurs de l'environnement mais dont les contours, pour l'heure très flous, restent à définir. Son *« périmètre et sa trajectoire »* seront précisés le 25 septembre lors de la présentation du budget 2014.

DIPLOMATIE ENVIRONNEMENTALE : l'attente

L'an dernier, François Hollande avait placé la « diplomatie environnementale » parmi les priorités du Quai d'Orsay. Mais rares sont les dossiers à avoir abouti. Dossier prometteur mais complexe, la communauté européenne de l'énergiepromise par le chef de l'Etat s'est heurtée à une fin de non-recevoir de l(Allemagne. Du coup, le dossier a été reporté aux lendemains des législatives outre-Rhin et pourrait servir de grand chantier en vue des européennes de 2014.

MORATOIRE SUR LES OGM : le bon point

Les ONG le reconnaissent, le gouvernement a tenu bon. En 2012, Jean-Marc Ayrault avait promis que le gouvernement maintiendrait le moratoire sur la mise en culture des semences OGM. Promesse tenue lorsque le conseil d'Etat a finalement autorisé la culture du maïs Monsanto. François Hollande a dans la foulée réaffirmé le moratoire sur les cultures OGM.

ENERGIES RENOUVELABLES : objectifs inatteignables

Malgré les appels d'offre pour relancer l'éolien *offshore*, la France est loin d'avoir rattrapé son retard en matière d'énergies renouvelables. L'éolien traverse même une crise systémique. Syndicat des énergies renouvelables (SER) a averti que *« si rien ne bouge »*, la France risque d'être seulement à 17% d'énergies durables dans son mix energétique en 2020. Loin, très loin de son objectif de 23%. Malgré la tenue d'un long débat sur la transition énergétique, l'adoption du projet de loi a été reportée à fin 2014 au mieux, repoussant les mesures de rattrapage réclamées par les ONG.

TRANSPORT : Le diesel pomme de discorde

En 2012, le gouvernement avait fait de la voiture roulant au 2 litres/100 la martingale de la réduction des émissions de CO_2. Objectif réaffirmé lors de laprésentation des 34 chantiers de réindustrialisation du futur. Mais depuis,l'épineuse question de la fiscalité du diesel s'est invitée dans les débats. Une pomme de discorde pour les écologistes qui pointent les risques pour la santé des particules fines.

SANTE : fini le bisphenol A

Chose promise, chose due. Jean-Marc Ayrault s'était engagé à soutenir l'interdiction du bisphénol A. Ce fut chose faite en décembre 2012. L'interdiction générale a été fixée, après des débats animés, au 1er janvier 2015. Mais pour les contenants de produits alimentaires destinés à des enfants de moins de trois ans, l'interdiction est entrée en vigueur en 2013.

AGRICULTURE BIOLOGIQUE : le compte n'y est pas

L'an dernier, Jean-Marc Ayrault avait promis *« un nouveau plan en faveur du développement de l'agriculture biologique »*. Mais l'ambitieux plan « agro écologie » du ministre Stéphane Le Foll ne

devrait pas être déployé avant 2014. La loi d’avenir de l’agriculture vient à peine d’être présentée. Or l’agriculture française peine à atteindre ses objectifs de production. Malgré un fort développement de la consommation du bio, les conversions n’ont pas suivi depuis le Grenelle de l’Environnement : seulement 4% des surfaces utiles sont bio aujourd’hui, contre 6% attendus.

Geoffroy Clavel

P.-S.

* Le HuffPost. Publication : 20/09/2013 06h51